

# **Les propositions du NPA pour un rassemblement anticapitaliste et les échéances électorales**

samedi 16 avril 2011, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mars 2011).

Aujourd'hui les échéances électorales de 2012, la présidentielle mais aussi les élections législatives qui auront lieu dans la foulée, dominant la vie politique nationale et cela, en particulier, du fait de la montée dans les sondages de Marine Le Pen et du FN. Elles s'imposent comme cadre du débat politique. Même si nous ne pensons pas que les mobilisations dépendent du calendrier électoral, le NPA se doit cependant de se donner les moyens d'intervenir dans ces débats.

Nous sommes confrontés à une situation politique bouleversée. Sur fond de crise économique et de catastrophe écologique, l'Europe et la France sont soumises à des plans d'austérité, à des remises en cause de conquêtes sociales sans précédent. De l'autre côté de la Méditerranée, les révolutions après avoir renversé les dictatures de Ben Ali et Moubarak, s'étendent et s'approfondissent. En France, la Sarkozye est à bout de souffle. Le FN perce sur fond de crises multiples déversant un message de haine xénophobe et de division du peuple et du monde du travail.

La gauche libérale, d'accompagnement du système, celle du directeur du FMI, du PS et d'EE-LV, est incapable d'offrir une alternative et cogère la crise du système comme le montre la politique menée par les gouvernements socialistes espagnols ou grecs, et défend une société productiviste et nucléarisée.

Il est plus que temps qu'une alternative anticapitaliste et écologiste exprimant les besoins et les aspirations de la population, des jeunes et des travailleurs, ouvrant une perspective à leurs mobilisations trouvent les moyens de s'exprimer, de peser. Le NPA a adopté un programme : « nos réponses à la crise ». Il tente d'offrir une perspective de rupture avec la société capitaliste, rupture qui ne pourrait être menée que par un mouvement d'ensemble de la population remettant en cause le pouvoir absolu qu'exerce l'oligarchie capitaliste sur la société et posant la question d'un gouvernement démocratique des travailleurs et de la population. Nous refusons de payer la facture de crises qui ne sont pas les nôtres. Ce qui implique, à notre sens, de mettre au cœur de notre action :

- Augmenter les salaires et les revenus afin de récupérer la part volée par les profits dans la répartition des richesses (plus 300 euros nets pour tous et toutes), échelle mobile des salaires, pas de revenus et de minima sociaux en dessous de 1500 euros nets.
- Combattre les précarités et le chômage par une réduction du temps de travail à 32 heures avec embauche proportionnelle obligatoire sans flexibilité, interdire les licenciements ; supprimer tous les emplois précaires et leur substituer un contrat unique et stable (CDI dans le privé et emploi statutaire dans la Fonction publique et le secteur public) ; partager le travail entre toutes et tous ; en finir avec les inégalités salariales entre les hommes et les femmes ;
- Abroger la loi Woerth-Sarkozy Fillon sur les retraites, pour le droit à une retraite pleine et entière à 60 ans,

- Défendre et le développer les services publics,
- Arrêter les réacteurs nucléaires de plus de 30 ans, les constructions de nouveaux réacteurs et les nouveaux projets, les projets portés par l'industrie nucléaire française à l'étranger, ... Planifier dans le cadre d'un service public de l'énergie le développement des énergies renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique, la sortie du nucléaire en 10 ans maximum tout en assurant le maintien des emplois et le reclassement collectif des salariés de la filière,
- Adopter un plan de transition écologique contraignant et global pour modifier les types et modes de productions ou d'exploitations notamment en matière d'énergie, de transport, de logement, de production agricole et alimentaire,
- Exproprier les banques et les compagnies financières et mettre à leur place un service public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population,
- Annuler la dette qui au nord comme au sud étrangle les peuples,
- Combattre l'impérialisme en se prononçant contre toute intervention militaire occidentale, pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique, la sortie de l'OTAN,
- Lutter contre le racisme : régularisation, droit de vote, égalité ; abrogation de toutes les lois sécuritaires et anti immigrés votées ces dernières années,
- Défendre les droits et les libertés démocratiques pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> république en France et du Traité de Lisbonne en Europe. Pour un processus constituant permettant de faire trancher par la population l'ensemble de questions permettant de réorganiser la société sur de nouvelles bases : c'est-à-dire pas seulement l'organisation des pouvoirs mais aussi le droit des travailleurs, le droit des femmes, les services publics...Ce qui implique de favoriser toutes les formes d'auto-organisation, de démocratie active et directe, de prise en charge par la population de ses propres problèmes.

Ce programme est un programme de luttes. Le défendre, le populariser pour aider aux mobilisations est la seule réponse à l'imposture populiste du FN qui ose prétendre représenter les classes populaires, lui qui ne vise qu'à servir le camp des classes dominantes.

Nous sommes convaincus, qu'il n'y a pas d'issue à la crise tant sociale que politique dans le cadre d'une alternance respectant les institutions et le système. Notre perspective n'est évidemment pas compatible avec le programme comme la stratégie du PS et sa perspective d'alternance gouvernementale pour 2012. Elle implique la dénonciation de l'Europe de la BCE et des multinationales pour construire une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples. Elle s'inscrit dans le soutien internationaliste à la révolution en marche. Notre solidarité et la lutte contre notre propre impérialisme, la lutte pour refuser de payer les frais de la crise capitaliste au nord comme au sud de la Méditerranée sont indissociables.

Ce sont les propositions du NPA au débat qui anime toutes celles et tous ceux qui refusent que la crise soit payée par la majorité de la population. Nous savons qu'une grande partie de ce projet est partagée par des hommes et des femmes, des militants et des militantes du mouvement social, syndical, membres de partis de la gauche radicale. Qui savent comme nous qu'au moment de l'élection présidentielle, c'est le pouvoir central qui est en jeu ce qui implique un accord global sur un programme de rupture pour aujourd'hui et un projet de société pour demain.

Avec le PS, à chaque fois que c'est possible, nous recherchons l'unité d'action pour s'opposer à la politique du gouvernement, à la droite et à l'extrême-droite. Mais nous qualifions clairement son

programme et la politique qu'il préconise : il s'agit d'une orientation qui se situe globalement dans le respect des règles capitalistes, qui n'engage aucune rupture avec le système dominant comme l'ont montré les précédentes expériences gouvernementales de la gauche. Un gouvernement commun de ceux qui gèrent le système capitaliste et de ceux qui le combattent est impossible. Il faut le dire clairement. Pour nous un rassemblement vise à construire un bloc indépendant -c'est-à-dire ne participant ni à une majorité gouvernementale ni à une majorité parlementaire avec la social-démocratie- susceptible de regrouper les forces et de se battre autour d'un programme de rupture. Ni plus, ni moins.

Toute participation ou soutien à un gouvernement n'aurait de sens que si celui-ci mettaient en œuvre les mesures phares d'un programme anticapitaliste permettant d'engager sur la base de mobilisations de masse une véritable rupture avec ce système. Face à un gouvernement du PS et de ses alliés, nous construirons une opposition de gauche.

Sur ces bases, le NPA se bat pour un rassemblement anticapitaliste pour agir dans les prochaines mobilisations sociales et en vue d'une campagne commune pour les prochaines échéances électorales. Nous voulons débattre avec les forces qui ont combattu cet automne pour la grève générale, pour le retrait du projet de loi sur les retraites dans son ensemble, pour une autre répartition des richesses et qui militaient pour aller jusqu'au bout de l'épreuve de force avec le gouvernement. Nous voulons associer à cette démarche les travailleurs, les jeunes qui recherchent une issue à la crise sociale et politique, les militants syndicalistes les militants des mouvements des sans, les anti-impérialistes et les altermondialistes, les féministes et les écologistes de terrain, celles qui militent à Attac ou à Copernic, l'immense majorité de militants du mouvement social qui ne sont aujourd'hui pas organisés autour d'un parti. Bref, l'ensemble de la gauche sociale partisane d'une rupture avec le système et dont les rangs sont bien plus larges que le NPA. Nous voulons les rencontrer pour débattre avec eux. Nous ouvrons les colonnes de notre presse l'espace de notre site à leurs contributions. Nous nous adresserons, sous une forme à chaque fois appropriée, à celles et ceux qui sont intéressés par cette proposition.

Nous ferons connaître publiquement cette proposition, notamment par l'activité militantes des comités du NPA, et à toutes les forces politiques, syndicales associatives (LO, AL, PCF, PG, GU, Fase dont les Alternatifs, écologistes radicaux, CGT, Solidaires, FSU, CNT, Attac, Copernic...). A cette fin, nous rencontrerons chacune de ces organisations sous les formes appropriées.

Notre parti fera le point de cette situation à son CPN de mai. Il proposera aux militants de trancher notre orientation en ce qui concerne la présidentielle, lors d'une conférence nationale qui aura lieu au mois de juin. Il s'agira d'assurer la présence de notre parti et de son orientation en 2012.

**Adopté par le Comité politique national du NPA le 27 mars 2011.**

---